

▼ POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le chantier de la simplification administrative a commencé

Nicolas Sarkozy veut tester auprès des professions libérales le coffre-fort numérique consignnant les 70 documents nécessaires aux administrations.



Nicolas Sarkozy se félicite de cette mesure peut coûteuse pour les finances de l'État.

année aux professionnels. « Les entreprises libérales déposeraient leurs déclarations une fois pour toutes sur un site sécurisé et ce sont les administrations qui viendraient chercher dans ce coffre-fort les informations dont elles ont besoin. C'est aux administrations de gérer la complexité de la loi et non pas aux professionnels de la subir », a précisé Nicolas Sarkozy, en se réjouissant que cette mesure ne coûte pas « beaucoup d'argent » aux finances de l'État.

PAR FABIEN PILIU

Officiellement, les assises de la simplification débuteront le 29 avril à Bercy (« La Tribune » du 23 février 2011). Pourtant, la première pierre de ce gigantesque chantier — qui doit permettre de simplifier la charge administrative pesant sur les entreprises — a été posée mardi par Nicolas Sarkozy, parallèlement aux mesures annoncées par Bruxelles sur ce même thème (lire page 2). Lors

d'une table ronde sur le rôle économique des professions libérales organisée à Versailles, le président de la République a proposé la création d'un « coffre-fort numérique », ces dernières jouant en quelque sorte le rôle de cobaye avant une éventuelle extension de cette mesure à toutes les entreprises. On dénombre environ 700.000 professionnels libéraux sur les 2,6 millions d'entreprises recensées en France

Suggéré par la CGPME, ce coffre-fort centraliserait les quelque 70 déclarations réclamées chaque

■ COÛT DE L'IMPÔT PAPIER

Outre ce coffre fort, le président de la République a aussi proposé la création d'un « simulateur de cotisations sociales pour permettre à chaque libéral de savoir à quoi s'attendre », ainsi que l'avancement du calendrier des charges sociales du printemps à l'automne. Pour mémoire, l'OCDE évalue à 460 millions d'euros le coût de l'impôt papier pour les entreprises, soit entre 3 % et 4 % du PIB.

▼ EN BREF

Le projet de réforme de la garde à vue adopté au Parlement

Lors d'un ultime vote de l'Assemblée (294 voix contre 221), le Parlement a définitivement adopté mardi le projet de loi réformant la garde à vue, qui impose la présence de l'avocat tout au long des auditions.

Universités : 39 fondations créées depuis 2007

Lors d'un déplacement pour le premier anniversaire de la fondation universitaire de Rennes 1, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche doit faire un point ce mercredi sur les fondations d'universités. Rendues possibles par la loi LRU de 2007 sur l'autonomie, 39 fondations ont à ce jour été créées (sur 83 universités), totalisant plus de 71 millions d'euros et 200 projets d'action. Pour Valérie Pécresse, « les fondations sont le signe tangible du rapprochement universités-entreprises ». Celles de Rennes 1 compte lever 2,6 millions d'euros sur trois ans.

Laurent Wauquiez propose d'expérimenter un RSA accompagné d'une contrepartie

Dans un entretien mardi au « Figaro », le ministre des Affaires européennes, a annoncé le dépôt prochain par des parlementaires de son groupe, la Droite sociale, d'une proposition de loi permettant d'expérimenter un RSA accompagné d'une contrepartie. Il s'agirait par exemple de demander chaque semaine 5 heures de service social : accueil dans les services publics, nettoyage des rivières, surveillance aux abords des écoles...

« Ne pas juger » les prépas pour élèves boursiers par rapport à celles de l'ENA

Georges Tron, le secrétaire d'État à la fonction publique, a estimé mardi à Villeurbanne (Rhône) qu'il ne fallait pas « juger les classes préparatoires intégrées » (CPI) à l'aune des seuls résultats de celles de l'ENA, où tous les candidats ont été recalés au concours.

▼ FORMATION

Des propositions pour « sauver » le métier d'ingénieur

DEPUIS PEU, les contributions sur le métier d'ingénieur se succèdent : projet - avorté - de labéliser les formations universitaires, préconisations de l'institut Montaigne pour rénover la formation, mobilisation européenne pour favoriser les pratiques innovantes (« La Tribune » du 25 février 2011). À son tour, l'ISAE Executive Club, collectif de dirigeants d'entreprise, lance un « cri d'alarme » en publiant un livre blanc (« Réinventer le métier d'ingénieur pour en valoriser le rôle dans la société ») formulant douze propositions. « Il n'y a pas de pénurie d'ingénieurs. Nous en formons 30.000 par an ce qui correspond aux besoins. Mais il y a un désamour, nombre de diplômés exerçant finalement d'autres métiers notamment dans la finance », analyse Jacques Lefèvre, président de l'ISAE Executive Club. Celui-ci propose donc de renforcer la dimension internationale en profitant notamment des grands programmes industriels pour créer des écoles à l'étranger ; de préparer les ingénieurs au développement de l'innovation et à la création d'entreprise ; de rendre plus attractives les carrières en PME et de développer les synergies avec le monde de la recherche. Objectif : freiner la désindustrialisation de la France et éviter que les technologies d'avenir deviennent l'apanage des pays émergents. C.J.

PUBLICITÉ

GROUPE crit RÉSULTATS ANNUELS 2010

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL MULTIPLIÉ PAR 2,7

RÉSULTAT NET EN HAUSSE DE 89 %

Le Conseil d'Administration qui s'est réuni le 12 avril 2011 a arrêté les comptes de l'exercice 2010. Ces comptes ont été audités par les Commissaires aux Comptes.

En M€	2009	2010
Chiffre d'affaires	1 127,6	1 310,9
Résultat opérationnel	13,7	*37,5
Résultat avant impôt	11,4	*35,8
Charge d'impôt sur le résultat	(2,9)	*(20,2)
Résultat net	8,5	15,6
Résultat net part du Groupe	7,4	14,0

* Faisant suite à la réforme de la taxe professionnelle effective au 1^{er} janvier 2010, la partie de ce nouvel impôt calculée sur la valeur ajoutée, soit la CVAE, a été qualifiée en charge d'impôt à hauteur de 15 M€ conformément aux IFRS

Un chiffre d'affaires en croissance de 16,3%
Sur l'ensemble de l'exercice 2010, le Groupe CRIT totalise un chiffre d'affaires de 1 310,9 M€ en hausse de 16,3%. Cette croissance a été réalisée uniquement en organique. Comme attendu, l'exercice aura permis au Groupe de retrouver une croissance soutenue dans un contexte général favorable. Les deux pôles d'activité du Groupe contribuent à cette progression.

Sur le pôle Travail temporaire et recrutement (83,5% du chiffre d'affaires total), le chiffre d'affaires annuel ressort à 1 093,9 M€ (+15,9%). En France, le Groupe réalise un chiffre d'affaires de 1 009,1 M€ (+16,7%). La fin d'exercice a été particulièrement dynamique avec un quatrième trimestre en progression de 20% à 270,6 M€. A l'international, le chiffre d'affaires s'établit à 84,8 M€ (+7,3%). L'Espagne est au cœur de ce rebond avec un chiffre d'affaires de plus de 50 M€ (+12,4%).

Sur le pôle Multiservices (16,5% du chiffre d'affaires total), le chiffre d'affaires ressort à 233,7 M€ (+18%). Cette croissance a été portée par les activités aéroportuaires qui affichent un chiffre d'affaires de 175 M€ (+29%). Le Groupe a ainsi su bénéficier de l'extension de son champ d'intervention sur les nouveaux terminaux sur Roissy et Orly avec près de 50 M€ de chiffre d'affaires générés sur ces nouvelles concessions.

Des résultats en forte progression : résultat opérationnel en hausse de 64% hors CVAE
La croissance soutenue de l'activité s'accompagne d'une forte progression des résultats. Le résultat opérationnel s'établit à 37,5 M€ contre 13,7 M€ en 2009. Dans ce résultat, l'impact positif lié à la requalification de la contribution à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en charge d'impôt est de 15 M€. Hors impact de la CVAE, le résultat opérationnel progresse de 64%.

Le Groupe CRIT est l'un des leaders des services en Ressources Humaines en France. Parallèlement à son cœur de métier, le groupe bénéficie d'un fort positionnement dans le secteur de l'Assistance Aéroportuaire. Coté au compartiment B de Nyse Euronext Paris, le Groupe CRIT fait notamment partie des indices CAC Mid&Small 190 et SBF 250.

Sur le pôle Travail temporaire et recrutement, le résultat opérationnel ressort à 31,7 M€ contre 11,4 M€ sur l'exercice 2009. En France, le résultat opérationnel ressort à 30,7 M€. La marge opérationnelle est doublée à 3% du chiffre d'affaires. L'international est profitable avec un résultat opérationnel de 1 M€.

Sur le pôle Multiservices, le résultat opérationnel s'établit à 5,8 M€ contre 2,3 M€ en 2009. La marge opérationnelle des activités aéroportuaires s'apprécie fortement. Elle représente 3,7% du chiffre d'affaires contre 1,7% en 2009.

La charge d'impôt s'établit à 20,2 M€ dont 15 M€ de CVAE. Le résultat net part du Groupe progresse de 89% à 14 M€.

Une trésorerie nette de plus de 40 M€
Avec 191,6 M€ de capitaux propres et une trésorerie nette de 41 M€, le Groupe affiche une situation financière solide qui lui assure la capacité à profiter pleinement de la reprise et d'envisager de nouvelles opérations d'acquisitions pour accélérer son développement.

Des perspectives favorables pour 2011
Travail temporaire et recrutement : tous les indicateurs au vert
Stratégie offensive à l'international
Avec un effet de base moins favorable, le Groupe devrait continuer à afficher une croissance soutenue. En France, les effectifs détachés sur les trois premiers mois de l'exercice progressent de plus de 20%. Cette bonne visibilité sur le marché français permet au Groupe d'afficher de nouvelles ambitions à l'international. Le renforcement des positions sur les cinq pays d'implantations existantes (Espagne, Allemagne, Suisse, Maroc, Tunisie) et la recherche d'opportunités de croissances externes seront au cœur de cette stratégie offensive. Le Groupe se fixe comme objectif de doubler la contribution de son chiffre d'affaires international à horizon trois ans.

Aéroportuaire : consolidation du leadership dans la croissance et la rentabilité
Dans l'aéroportuaire, le Groupe entend consolider sa position de n°1 sur le marché français. Le redémarrage progressif du trafic aérien et le potentiel de conquête de nouvelles compagnies contribueront à soutenir la croissance. A l'international, le déploiement réussi sur le continent africain sera poursuivi dans de nouveaux pays et dans de nouvelles prestations. A terme, l'international sera un relais de croissance important. L'optimisation de la rentabilité restera une priorité tant en France qu'à l'international.

Progression du dividende de 25%
Au regard de ces perspectives favorables, il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 27 juin 2011 le versement d'un dividende de 0,25 € par action, correspondant à 20% du résultat net part du Groupe, en hausse de 25% par rapport à 2010.

ACTIFIN
Stéphane Ruiz sruiz@actifin.fr
Tél. : 01 56 88 11 11

GROUPE CRIT
Relations Investisseurs
Tél. : 01 49 18 55 63

CODE ISIN : FR0000036675
CODE MNEMO : CEN

actifin